

En 1946, l'Afghanistan, pays extrêmement pauvre, adhère plein d'espoir à l'ONU

Le 24 décembre 1979, l'armée de l'ex-Union soviétique, membre permanent du Conseil de sécurité, envahit l'Afghanistan et l'occupe. Au cours des 20 années suivantes, 2,5 millions de personnes meurent des suites directes ou indirectes de la guerre. 30% de la population se réfugie dans les pays voisins. Les mines antipersonnel en estropient un tiers (!). Les USA, autre membre permanent du Conseil de sécurité, financent des écoles coraniques pour des orphelins



de guerre souffrant de la faim dans lesquelles on fait de ces derniers des «combattants de la liberté» équipés d'armes modernes. Ils parviennent finalement à contraindre l'agresseur soviétique à quitter le pays. En octobre 2001 (peu avant le Ramadan), les armées des USA et de la Grande-Bretagne, deux membres permanents du Conseil de sécurité, bombardent le pays au mépris du droit international parce qu'ils supposent que les «combattants de la liberté» qu'ils ont soutenus jusque-là comptent parmi les responsables des attentats du 11 septembre. Les conventions de Genève sont violées de plusieurs manières: des tapis de bombes à fragmentation et de BLU-82, extrêmement dévastatrices, font des milliers de victimes parmi la population civile; des entrepôts de la Croix-Rouge contenant des biens humanitaires sont bombardés à plusieurs reprises; des prisonniers sont massacrés; un million de personnes seraient près de mourir de faim.

Et que fait l'ONU? Elle se tait. Cette attitude n'est pas due au hasard. Elle reflète la nature profondément antidémocratique de cette organisation mondiale dominée par les grandes puissances.

La Suisse doit-elle vraiment y adhérer? L'adhésion renforcerait-elle ou affaiblirait-elle, en cas de conflit, la capacité de notre pays à favoriser la paix et un développement démocratique dans d'autres régions du monde et à proposer une aide humanitaire impartiale?

L'Assemblée générale, simple réunion de figurants

L'Assemblée générale, avec ses 189 membres, ne peut que faire des recommandations qui n'ont aucun pouvoir contraignant. La grande majorité des peuples n'a donc qu'un rôle de

figurant. Ainsi, dans le *conflit palestinien*, les résolutions de l'ONU sont ignorées. Israël ne se retire pas des territoires qu'il occupe depuis des décennies. Au Conseil de sécurité, les USA opposent leur veto à toutes les résolutions qui vont dans ce sens, afin de favoriser leur allié Israël.

Le Conseil de sécurité, instrument de politique hégémonique

Le véritable «gouvernement» de l'ONU est le Conseil de sécurité. Il décide des interventions militaires et des sanctions économiques. Il est dominé par les 5 membres permanents – Chine, France, Royaume-Uni, Russie et USA – qui disposent du *droit de veto par lequel ils peuvent bloquer toute décision*. Ces 5 puissances nucléaires sont en même temps les 5

plus gros producteurs et exportateurs d'armes. Ce sont elles qui décident d'intervenir militairement ou de ne rien faire.

Les interventions militaires et les embargos économiques constituent de graves atteintes à la souveraineté des Etats et à la vie quotidienne des hommes. Les victimes en sont les enfants, les femmes, les personnes âgées, les malades, etc. Ainsi la Russie commet un *génocide en Tchétchénie* et l'ONU se tait.

La guerre américaine et britannique en Afghanistan viole également les conventions de Genève et la Charte de l'ONU. L'article 2 de cette dernière demande que les Etats membres règlent pacifiquement leurs conflits et renoncent à l'usage de la menace et de la force. L'ONU n'a engagé aucune poursuite contre les auteurs de ces violations. Elle n'a même pas protesté dans une résolution. C'est que 3 des 5 puissances disposant du droit de veto participaient à la guerre.

Quel est l'avenir de l'ONU?

La suprématie des 5 grandes puissances apparaît encore plus dangereuse quand on considère la mutation des Nations unies suite au *Rapport Brahimi*. En effet, celui-ci prévoit le *développement d'une puissance militaire mondiale* comprenant des services secrets et une troupe d'intervention rapide capable de mener parallèlement 5 guerres différentes. L'ONU se transforme ainsi en belligérant, se pose en juge et s'arroge le droit – même en cas de conflit interne d'un Etat – de décider qui sont les bons et qui sont les méchants.

Or la mission d'une véritable organisation vouée au maintien de la paix devrait être d'amener les parties en conflit à la table des négociations et d'empêcher le recours à la force. Dans l'intérêt des générations futures et des 80% de pauvres planifiés pour demain par les puissants de ce monde, elle devrait également empêcher que les pays les plus puissants militairement et financièrement ne mettent la main sur la totalité des

matières premières de la planète. Nous ne voulons pas d'un nouveau colonialisme approuvé par l'ONU.

Et la Suisse?

En tant que membre à part entière de l'ONU, la Suisse devrait se soumettre aux décisions du Conseil de sécurité, même lorsqu'elles favorisent manifestement certains Etats aux dépens d'autres pays, même quand elles constituent une injustice flagrante.

Si la Suisse reste en dehors des Nations unies, elle conservera la chance *d'aider des pays en difficulté de manière désintéressée et «durable»*. Nous disposons des bons offices qui nous permettent d'entretenir des relations diplomatiques avec des pays que les projets guerriers des grandes puissances ont condamnés à l'isolement. Cet instrument nous permet aussi de *lancer des appels en faveur de négociations de paix* et d'en être l'hôte, action plus digne que celle consistant à courtiser le *Forum économique mondial*. Nous pouvons apporter une aide au développement visant à *combattre à la racine les causes des guerres*: la pauvreté et la détresse. A la fin de l'année dernière, l'écrivain kirghiz *Aimatov* a exprimé à ce sujet sa profonde reconnaissance à la Suisse. En adhérant à l'ONU, notre pays perdrait la confiance que lui accordent tous ceux qu'on exploite dans ce monde. Ne la mettons pas en jeu.

Œuvrons pour la paix

C'est précisément maintenant, à l'heure où *les guerres des 20 prochaines années* se planifient et où l'on commence à les mener sans scrupules qu'une voix doit s'élever pour s'y opposer. *En se taisant sur ces projets, l'ONU les accepte*. Elle n'empêche pas *Bush, Sharon, Blair et Poutine* d'agir, elle ne dit même rien. Face à cette politique de guerre dans le monde entier, l'ONU se tait. *Ne nous y associons pas!*

Travailler résolument pour la paix, n'est-ce pas plus intelligent et plus durable que de se faire les perroquets des grandes puissances?

Pour soutenir une politique de paix active, votez NON, le 3 mars, à l'adhésion à l'ONU.